

L'histoire politique, un antidépresseur ?

Author : Jérôme Grondeux

Categories : [Politique](#)

Date : 16 juin 2013

Il y a plus de vingt ans que j'écris et que j'enseigne, sous une forme ou sous une autre, de l'histoire politique. Ce spectacle ne m'a jamais lassé : voir comment des projets, des idéaux, des visions du monde se heurtent à la réalité, comment ils parviennent à la modifier parfois, mais aussi comment des parties entières du rêve originel se brisent et rejoignent le cimetière des idées, bonnes ou mauvaises, qui sont restées lettre morte, comment aussi les résultats d'une action politique peuvent être bien différents de ce qui avait été anticipé, cela reste fascinant.

Il en va de l'histoire politique comme de l'histoire de la philosophie ou de l'histoire religieuse. Elle mène facilement au scepticisme. Pourquoi n'y ai-je pas basculé ?

C'est que l'histoire donne le sens du relatif. Tous ceux, et ils sont nombreux chez les intellectuels, qui sont persuadés que la politique ne sert à rien, que les grands enjeux sont culturels ou strictement économiques, sont des esprits déçus d'une politique absolue, dont ils portent un interminable deuil.

Si la politique ne peut pas tout, elle ne peut rien... tel est l'arrière-plan informulé de nombreuses désillusions. Or une histoire politique attentive part d'une optique opposée, dès lors qu'elle s'attache aux choix des gouvernants (et de l'ensemble des acteurs politiques) et à leurs conséquences. L'histoire politique cherche à répondre à la question suivante : dans le jeu de contraintes d'une situation donnée, quelle était la marge de manœuvre dont tel ou tel disposait ? Autrement dit : quel était le champ des possibles ?

Succès comme échecs politiques apparaissent ainsi fonction des circonstances, et les succès même sont partiels et limités. Si le spectacle de la politique est si fascinant, c'est que la finitude humaine s'y reflète de manière particulièrement éclatante.

Je fatigue souvent mes étudiants de cette formule : la politique, ce sont des intérêts, de la raison et des passions. Un projet politique naît ainsi dans le jeu de nombreux intérêts individuels et collectifs antagonistes, et doit s'appuyer sur les uns pour combattre les autres. Il comporte également un diagnostic, des préconisations rationnelles, mais nous savons tous que ce magnifique outil qu'est la raison ne nous mène jamais à une connaissance totale qui seule serait consensuelle. Enfin, qui ignore l'aspect erratique, contradictoire, puissant et volatile des passions, nobles ou basses ?

Les plus grands projets politiques sont ainsi comme immergés dans l'océan de la vie collective, et

n'en émergent qu'épisodiquement. Ils ne peuvent tenter de s'en dégager totalement que par la violence révolutionnaire (et nous touchons là la racine du totalitarisme), par la marginalité boudeuse ou, le temps d'un éclair, dans une situation où la vie sociale est totalement désorganisée.

Les révolutions elles-mêmes n'ont jamais durablement supprimé ce poids énorme qui naît des attentes d'une société. En 1848, les républicains, qui rêvaient d'édifier une nation de citoyens d'où les antagonismes disparaîtraient, et qui avaient les yeux tournés vers l'horizon lointain d'une Europe libre et pacifiée, découvrirent à leurs dépens le poids des intérêts : les banques se vidèrent après la révolution du 24 février, les paysans, attachés aux aussi à la propriété, s'inquiétèrent, les ouvriers eux-mêmes voulurent des satisfactions immédiates, et tout cela dans une situation de crise économique. Ils mesurèrent alors ce que cela coûte de n'avoir de la société qu'une vision très partielle, privilégiant les villes au détriment des campagnes majoritaires, et minorant la contrainte économique. Ils découvrirent que la conciliation de la liberté et de l'égalité était difficile (ce qu'un Tocqueville savait déjà), que la peur sociale existait, que l'attachement à la religion traditionnelle était fort dans le pays.

Finalement, l'échec de la Seconde République sera pour nombre de républicains (et en particulier pour la jeune génération) un formidable déniement politique. Après 1870, les Gambetta et les Ferry mettront en œuvre une approche plus transactionnelle, tenant compte des logiques libérale et conservatrice, mais aussi des intérêts économiques. Et c'est à ce prix qu'une démocratie durable, avec toutes ses limites, s'instaurera en France. Elle reste loin de la République idéale, mais on lui doit un régime de liberté et de belles réalisations – il suffit d'évoquer l'œuvre scolaire.

Ce n'est qu'un exemple entre mille. La politique est une longue marche sinueuse, à l'image de l'histoire de l'humanité. J'ai passé de longues heures plongé dans les souvenirs de socialistes, de libéraux, de conservateurs, suivi les carrières de « grands hommes » comme Clemenceau ou Charles de Gaulle toujours avec le même sentiment que ces hommes étaient parfois portés, parfois entravés, parfois neutralisés par la réalité multiforme et mouvante de la vie nationale, et plus largement, de l'Histoire. Les Anciens connaissaient déjà cet aspect dramatique de l'action publique, et nous ne l'oublions souvent que par manque de culture.

Françoise Mélonio m'a dit un jour que ma génération était celle d'après la chute des grands mythes et des grands récits. Oui, d'une certaine manière, ceux qui ont été formés dans les années 1980 sont « post ». Mais il n'y a pas de fatalité qu'ils deviennent des postmodernes, c'est-à-dire des intellectuels bloqués dans le relativisme intégral, qu'ils pondèrent en pratique par le plus plat conformisme. Une politique non-enchantée n'est pas forcément une politique sans souffle, grandeur ou idées.

L'histoire politique, dès lors qu'elle a assez de profondeur chronologique pour remonter aux sources de l'Antiquité, relativise l'enchantement dont nous sortons depuis les années 1960 et dont la chute du mur de Berlin, en 1989, a rendu la fin manifeste. On y retrouve à chaque pas

l'écart entre l'idéal et la réalité, entre les raisonnements les mieux assis et le foisonnement confus de la vie sociale, entre ce qui relève d'une logique politique et ce qui relève de logiques sociales et économiques.

Le regretté Philippe Séguin écrivait que l'exercice du pouvoir n'était qu'une longue lutte contre l'impuissance. Il en a sans doute toujours été ainsi. Les « choix de société » que tant regrettent n'ont à mon sens jamais existé. Il n'y a jamais eu qu'une question : que fait-on à partir de la société telle qu'elle est ? « L'économie au service de l'homme » est une belle ambition ; elle n'a jamais correspondu à une réalité. La réalité économique obéit à la loi de l'intérêt dès lors que les échanges se développent. On peut l'encadrer en partie, par la réglementation, voire la loi, par les arbitrages entre protectionnisme et libre échange, par les négociations internationales, mais là encore la question est : que fait-on avec l'économie telle qu'elle est ?

L'action propre de l'État, même élargie au fil des siècles (maintien de l'État de droit, de la sécurité et de paix civile, diffusion de l'éducation, redistribution à partir de la fiscalité, garantie de la solidarité sociale...) n'a jamais abouti à une véritable maîtrise de l'économie, quand bien même elle parvenait, comme pendant les Trente glorieuses en France, à accompagner et favoriser une croissance portée par un contexte mondial. La vie économique a pu être corsetée (c'est le cas par exemple au Moyen Age dans le cadre de la Seigneurie banale), et parfois, comme dans le cas du Japon de l'ère Meiji, l'État a pu protéger sa modernisation naissante : l'économie ne s'est développée qu'en se libérant, et n'a pu paraître domestiquée que dans ses balbutiements (et donc dans la pénurie) ou dans ses phases de décollage (qui menaient à son affranchissement).

Mais pour limitée qu'elle soit, l'action publique n'a jamais été neutre : souvent utile, parfois nuisible, elle a toujours demandé de la réflexion. L'histoire politique, qui nous montre en permanence ses limites et ses difficultés, nous introduit dans la longue marche de l'humanité. Nous ne sommes pas aujourd'hui, sur le plan politique, moins bien lotis que nos pères. Sous toutes les formes qu'elle se présente, la contrainte qui bride l'action politique a toujours le même visage, celui des autres, de tous ceux qui ont des valeurs et des projets qui ne sont pas les nôtres.

Contrebalancer, encadrer fugacement, dégager des marges de manœuvre, construire sinon d'impossibles consensus, au moins des majorités temporaires, réussir à « faire passer » certaines idées, renoncer à d'autres, flotter toujours entre l'initiative et le strict témoignage, entre le pouvoir, l'influence et la marginalisation – tel a toujours été le lot de l'action politique.

Ce rappel n'est pas inutile en une période de dépression collective. « Mon Dieu, donne-moi le courage de changer les choses que je peux changer, la sérénité d'accepter celles que je ne peux pas changer, et la sagesse de distinguer entre les deux », écrivait Marc-Aurèle il y a presque 2000 ans. Nous en sommes toujours là. Et il faut ajouter au filtre du possible le filtre des valeurs, l'inventaire permanent de ce que nous voulons conserver et de ce que nous voulons transformer. Se croire tout-puissant un moment reste le meilleur moyen de retomber dans un sentiment d'impuissance absolue.

iPhilo - la philosophie en poche

La première application de philosophie pour iPhone

<http://iphilo.fr>

Si sortir d'une dépression, c'est parvenir à retrouver à la fois le sens de sa liberté et le sens des réalités, alors, oui, l'histoire politique gagnerait à être, parfois, consommée comme un antidépresseur.